

Règlement de la consultation

Concession de services pour l'exploitation d'un café-restaurant au sein du futur
Centre Pompidou Francilien – Fabrique de l'Art

Concession n° 25-CP06-058-CS

Date et heure limites de remise des offres : 28 octobre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

Préambule	3
Première partie : présentation de la consultation.....	4
Article 1 – Autorité concédante	4
Article 2 – Objet et caractéristiques essentielles de la consultation	4
Article 3 – Contenu du dossier de consultation	5
Deuxième partie : procédure	5
Article 4 – Caractéristiques de la consultation	5
Article 5 – Conditions de participation et modalités de réponse	6
Article 6 – Présentation des candidatures et des offres.....	6
Article 7 – Conditions d’envoi et de remise des plis.....	9
Article 8 – Attribution de la concession.....	10
Article 9 – Modifications de détail au dossier de consultation	12
Article 10 – Renseignements complémentaires	12
Article 11 – Prime	12
Article 12 – Communication des résultats.....	12
Article 13 – Voies de recours	12
Article 14 – Procédure de dépôt des plis électroniques	13
Article 15 – Signature électronique	13
Article 16 – Modalités de transmission d’une copie de sauvegarde	14

Préambule

Le Centre National d'Art et de Culture Georges-Pompidou est un établissement public national à caractère administratif dont le site principal du Centre Pompidou ferme progressivement au public en 2025 afin d'engager un programme ambitieux de plusieurs années de rénovation et de réaménagement de ses espaces. Les activités de l'établissement vont alors cesser au sein du site principal durant cette période et se déployer hors les murs, dans le cadre de multiples partenariats avec des lieux culturels à Paris, en région et à l'international.

En parallèle, le Centre Pompidou se dote d'un nouveau pôle de conservation et de création qui abritera l'ensemble de ses réserves ainsi que celles du musée national Paris Picasso à Massy dans un bâtiment en cours de construction. D'une superficie de 30 000 mètres carrés, conçu comme un modèle d'institution artistique innovant, celui-ci sera à la fois :

- Un pôle d'excellence pour la conservation et la restauration des œuvres de sa collection ;
- Un lieu de diffusion culturelle et de création, profondément ancré dans son territoire.

Le Centre Pompidou abrite l'une des deux plus grandes collections d'art moderne et contemporain du monde, la première en Europe. Riche de plus de 140 000 œuvres, cette collection nationale, propriété de l'État, conservée par le Musée national d'art moderne, est incomparable par la diversité des domaines de création et des disciplines couverts.

L'enrichissement permanent de sa collection au rythme de trois comités d'acquisition par an ; l'importance des prêts, non seulement sur le territoire français, mais à l'échelle internationale sur laquelle rayonne le Centre Pompidou, font de ses réserves un enjeu stratégique de premier ordre en termes de conservation.

À l'étroit dans ses réserves actuelles, le Centre Pompidou a souhaité se doter d'un espace plus vaste, bénéficiant d'installations parfaitement adaptées à la préservation de son patrimoine, et ouvertes aux innovations des métiers de la conservation/restauration.

Fort de sa mission de partager le plus grand nombre d'œuvres avec le public le plus diversifié possible et de son expérience sur les territoires – régionaux, nationaux ou internationaux –, le Centre Pompidou a volontairement conçu ce nouvel espace comme un lieu ouvert et partagé, destiné à accueillir une programmation riche, pluridisciplinaire, et inclusive, conçue en collaboration étroite avec les acteurs locaux.

Rendu possible grâce au partenariat noué avec la région Île-de-France, le département de l'Essonne, la communauté d'agglomération Paris-Saclay et la Ville de Massy, avec le soutien de l'État, le futur pôle francilien du Centre Pompidou ouvrira à l'automne 2026 à Massy.

Le Centre Pompidou souhaite donc permettre l'occupation d'espaces pour l'exploitation d'un lieu de restauration, café, restaurant, au sein du Centre Pompidou Francilien.

Éléments essentiels de la consultation :

- espaces mis à disposition pour une activité de café et de restauration légère ;
- concession conclue pour une durée comprenant une période d'aménagement des espaces et une période d'exploitation de dix ans ;
- date limite de réception des offres fixée au 28/10/2025 à 12h00 ;
- réponse par voie dématérialisée via le profil d'acheteur du Centre Pompidou (PLACE) ;
- visite obligatoire des lieux.

Première partie : présentation de la consultation

Article 1 – Autorité concédante

Autorité concédante :

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
75191 Paris Cedex 04

Pour la conclusion du contrat de concession objet de la présente consultation, l'autorité concédante bénéficie d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) assurée par l'entreprise DYNAMO.

Article 2 – Objet et caractéristiques essentielles de la consultation

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet de désigner le Concessionnaire chargé de la gestion et de l'exploitation à titre exclusif d'un café-restaurant dans le futur Centre Pompidou Francilien à Massy (91300), dans le département de l'Essonne.

Le contrat de concession à conclure emporte autorisation d'occupation temporaire du domaine public, en application des articles L. 2122-1-2 2°, L. 2122-2 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques ; l'autorisation d'occupation temporaire résultant de l'exécution du présent contrat de concession est délivrée à titre précaire et révocable et ne saurait conférer aucun droit au maintien dans les lieux ni aucun droit acquis au renouvellement.

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est ci-après dénommé « le Centre », « le Centre Pompidou », « l'autorité concédante » ou « l'établissement ».

2.2 Mode de passation

La présente consultation est passée en application des dispositions des articles L. 1120-1 à L. 1122-1, L. et R. 3121-5 du code de la commande publique.

2.3 Durée de la concession

La concession prend effet à compter de la date de mise à disposition des espaces par le Centre Pompidou au printemps 2026, date à laquelle le Concessionnaire sera autorisé à entrer dans les lieux pour effectuer ses travaux.

La durée initiale de la concession se décompose en deux périodes :

- une période d'aménagement des espaces confiés au cours de laquelle des travaux d'aménagement à l'initiative du Concessionnaire pourront être entrepris, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires et de l'accord du Centre Pompidou. La date précise de mise à disposition des locaux sera fixée par écrit par le Centre Pompidou et formalisée par une décision notifiée au concessionnaire ;
- une période d'exploitation : cette dernière débutera à l'automne 2026, pour une durée de 10 (dix) ans. La date précise de début d'exploitation, qui sera arrêtée par le Centre Pompidou et notifiée au titulaire par décision expresse, est prévue pour coïncider avec l'ouverture prévisionnelle du Centre Pompidou Francilien.

La concession n'est pas reconductible.

2.4 Lieu d'exécution

Les espaces dédiés au café-restaurant dont l'exploitation est confiée au titre de la concession sont situés à l'adresse suivante :
6 avenue du Maréchal Koenig, 91300 Massy

2.5 Allotissement

La présente concession n'est pas allotie.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - attestation de visite ;
 - attestation sur l'honneur ;
 - cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles ;
- le projet de contrat de concession ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - plans et aménagements ;
 - règlement intérieur des activités commerciales.

Le dossier de consultation est téléchargeable en se connectant sur le profil acheteur du Centre Pompidou à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2847644&orgAcronyme=f5j>

Deuxième partie : procédure

Article 4 – Caractéristiques de la consultation

4.1 Date de démarrage des prestations

La date prévisionnelle de début d'exploitation est fixée à septembre 2026 ; la date prévisionnelle de notification de la concession est quant à elle fixée à janvier 2026.

4.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

La présentation de variantes est autorisée. Les candidats ont par conséquent la faculté de présenter :

- une offre de base répondant aux prescriptions techniques définies dans les documents de la consultation ;
- et, s'ils le souhaitent, une variante relative à l'exploitation du Belvédère telle que décrite aux articles 1.5 et 2.3 du CCTP.

Une variante ne peut être présentée sans offre de base.

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle.

4.4 Visite

Une visite obligatoire du site des espaces concédés est organisée afin que les candidats puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par le site ; la date de cette visite est fixée au **mercredi 23 septembre 2025 de 14h à 16h**.

Les candidats sont invités à s'inscrire à la visite par le biais du profil d'acheteur du Centre Pompidou (PLACE).

La visite se fera dans des conditions de stricte égalité entre les candidats ; toute question suscitée par la visite devra être posée sur le profil d'acheteur du Centre.

Il est conseillé aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation avant la visite.

Tous les candidats reconnaissent avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes au site existant.

Article 5 – Conditions de participation et modalités de réponse

Les candidats devront remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises dans les conditions décrites ci-après.

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- les documents relatifs à la candidature ;
- les documents constituant l'offre.

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R. 3123-9 du code de la commande publique, sous forme de groupement.

En application des dispositions de l'article R. 3123-18 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités et aptitudes d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités et aptitudes de ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Le Centre Pompidou n'impose aucune forme de groupement.

Article 6 – Présentation des candidatures et des offres

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le Centre Pompidou.

6.1 Pièces relatives à la candidature

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements définis au présent article.

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE	
Document	Descriptif
<input type="checkbox"/> Lettre de candidature	La lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses cotraitants, modèle DC1 ou DUME, à compléter
<input type="checkbox"/> Déclaration du candidat	En cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises : les documents listés à l'article 8.9 ci-dessus et notamment la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (modèle DC2)
<input type="checkbox"/> Attestation sur l'honneur	Conformément à l'article R. 3123-16 du code de la commande publique, le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant : 1° qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 ; 2° que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18 , L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 , sont exacts.
<input type="checkbox"/> Jugement	En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire : la copie du jugement prononcé
<input type="checkbox"/> Extrait Kbis	Justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce (K bis de moins de trois mois) avec les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager la société

NB : pour les entreprises non établies en France, ces documents sont à fournir au vu des règles d'effet équivalent du pays d'établissement.

RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'APPRÉCIER LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT	
Document	Descriptif
Cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles	Identification du candidat
	Les chiffres d'affaires des 5 derniers exercices
	Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 5 dernières années
	La présentation des moyens techniques du candidat
	Les agréments professionnels suivants : <ul style="list-style-type: none"> • permis d'exploitation • déclaration DDPP • attestation de formation HACCP
	Les renseignements relatifs à trois (3) références significatives et pertinentes effectuées par le candidat au cours des trois (3) dernières années

Le candidat devra impérativement produire une copie des titres précités et pourra substituer tout document par tous moyens faisant preuve de qualification équivalente. L'absence d'au moins un document (ou preuve équivalente de qualification ou argumentaire) entachera la candidature d'incomplétude, elle sera alors considérée comme irrégulière.

NB : le cadre de présentation est fourni dans le dossier de consultation.

6.2 Pièces relatives à l'offre

Le candidat devra remettre **impérativement** les documents suivants :

→ au titre de l'offre de base :

- le projet de contrat de concession complété par un représentant habilité du soumissionnaire ;
- un mémoire technique et présentant *a minima*, dans l'esprit d'un avant-projet sommaire :
 - **le projet global d'exploitation :**
 - projet global d'exploitation, incluant le cas échéant une activité événementielle, et plus particulièrement le concept général et le positionnement :
 - le concept et le positionnement souhaités. L'intégration du café-restaurant à l'environnement du Centre Pompidou francilien (bâtiment et activités) et ses horaires et jours d'ouverture ;
 - le nombre de places et de couverts estimés ;
 - la justification du concept proposé ;
 - projet culinaire qui valorise le fait-maison, la saisonnalité des produits, une alimentation durable et une approche écoresponsable, en accord avec les valeurs portées par le Centre Pompidou Francilien ;
 - type de restauration prévue pour la consommation sur place, en fonction des temps de la journée, y compris les boissons (avec et sans alcool) ;
 - menus et cartes envisagés avec exemples de recettes saisonnières, types de formules proposées et tarification indicative ;
 - politique tarifaire et commerciale, en cohérence avec les comptes prévisionnels, incluant les réductions proposées aux agents du Centre Pompidou ;
 - politique d'approvisionnement et données qualitatives et environnementales sur l'origine des produits ;
 - pratiques écoresponsables (saisonnalité, provenance, conditionnement des produits) ;
 - gestion des déchets (volumes prévus, dispositifs éventuels de valorisation des déchets organiques) ;
 - offre traiteur proposée pour les événements organisés au Centre Pompidou Francilien ou les privatisations ;

- proposition de nom(s) envisagé(s) pour l'établissement ;
 - le nom proposé devra être original, conçu spécifiquement pour le Centre Pompidou Francilien, et ne pas reprendre uniquement le nom commercial de la société candidate. Néanmoins et contrairement aux modèles prévalents de marque blanche pour les concessions muséales, l'identité du Concessionnaire pourra être mentionnée. Le cas échéant, le nom retenu pourra être accompagné d'une mention de type « par [nom de la Société concessionnaire] » ;
- plan de communication et de soutien promotionnel envisagé par le candidat (identité de marque, support de communication, site internet, opérations de lancement, réseaux sociaux, animation commerciale et projets éventuels d'association aux événements du Centre Pompidou, promotion et politique de fidélisation des clients, services proposés, ...) ;
- **le projet technique et architectural : description des travaux et aménagements ;**
 - les aménagements intérieurs et extérieurs envisagés incluant le cas échéant :
 - les références des architectes/décorateurs envisagés ;
 - une ébauche de plans d'implantation ;
 - des simulations 3D ou croquis ;
 - le détail du mobilier envisagé et nombre de places envisagées ;
 - la gestion des flux ;
 - le détail chiffré des investissements prévus ;
 - un calendrier des études et travaux ;
 - présentation des grands principes de gestion, de logistique et suivi d'exploitation :
 - organisation des locaux techniques ;
 - gestion des livraisons et de l'évacuation des déchets ;
- **gestion et organisation du service ;**
 - description de l'organisation du restaurant et présentation de l'équipe :
 - effectifs et qualification du personnel prévu, notamment le responsable de l'espace. Le candidat précisera également les fonctions support mises en œuvre ;
 - mode de rotation des équipes et modalités d'encadrement en regard des horaires d'ouverture ;
 - le suivi envisagé de l'exploitation :
 - politique de l'entreprise en termes de RSE, critères qualité et procédures de contrôle ;
 - études pour fonder le pilotage de l'exploitation (mesure de la satisfaction, mesures des performances des références, etc.), périodicité et modalités ;
- un mémoire juridique et financier présentant *a minima* :
 - **un business-plan présentant :**
 - le chiffre d'affaires annuel HT prévisionnel ;
 - le détail des charges d'exploitation, charges de personnel et de maintenance annuelles ;
 - les investissements réalisés ;
 - les amortissements de l'investissement initial sur la durée souhaitée de la convention ;
 - le résultat d'exploitation net ;
 - la simulation des redevances HT annuelles susceptibles d'être versées au Centre Pompidou sur la base du compte d'exploitation prévisionnel pour la durée souhaitée de la convention ;
 - **les modalités de calcul de la redevance annuelle, variable, proportionnelle au chiffre d'affaires global, en précisant :**
 - les taux de redevance (parts variables), correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires hors taxes fiscalement déclaré de l'ensemble des activités réalisées dans le périmètre de la convention (% du CA HT) ;
 - une lettre d'intention d'un ou plusieurs établissements bancaires portant sur la garantie bancaire à première demande pour le paiement des redevances :
 - la garantie bancaire en tant que telle sera annexée au contrat et valide dès l'entrée en vigueur du contrat ;
 - les candidats formuleront dans leur mémoire financier une proposition sur le montant de cette garantie en précisant l'identité du garant.

Il est entendu que les taux de redevance annuelle pourront être modulés par palier en fonction du chiffre d'affaires réalisé ; les simulations présentées sont fondées sur des prévisions de chiffre d'affaires cohérentes et étayées sur la base du compte de résultat prévisionnel ;

- **structure juridique ;**
- l'attestation de visite.

→ Au titre de la variante facultative :

Tout candidat souhaitant remettre une variante conformément aux spécifications techniques des articles 1.5 et 2.3 du CCTP, doit impérativement remettre :

- une offre de base correspondant à l'ensemble des éléments décrits à l'article 6.2 ci-dessus ;
- une variante incluant la proposition du candidat pour l'exploitation du Belvédère selon les conditions du CCTP.

Les candidats qui souhaitent remettre une variante ont l'obligation de présenter une offre de base. Toute variante présentée sans offre de base sera systématiquement sans être analysée.

Article 7 – Conditions d'envoi et de remise des plis

7.1 Modalités de transmission des plis électroniques

La transmission des candidatures et des offres est effectuée uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur du Centre Pompidou : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2847644&orgAcronyme=f5j>

Le pli doit être reçu au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document, sous peine, à défaut, d'élimination, dans les conditions et à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2847644&orgAcronyme=f5j>

L'intitulé du pli électronique : le Centre Pompidou n'impose aucune règle de nommage des fichiers, les candidats veilleront à recourir à un nommage simple et explicite permettant à l'autorité concédante d'identifier aisément les fichiers.

Tout offre reçue par voie papier sera déclarée irrégulière sans possibilité de régularisation.

7.2 Modalités de transmission d'une copie de sauvegarde

Le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou électronique.

Les modalités techniques de transmission des copies de sauvegarde sont définies en annexe.

AVERTISSEMENT :

- L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.
- Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.

DITES-LE-NOUS UNE FOIS

Conformément au programme « dites-le-nous une fois », permettant aux candidats de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer la concession, ne sera pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- Le cas échéant, le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP.

Toutefois, en cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, le Centre Pompidou en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Si le soumissionnaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandés par le Centre Pompidou, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter l'autorité concédante qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

L'attribution sera définitive lorsque le candidat aura fourni ces documents.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Article 8 – Attribution de la concession

8.1 Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des candidatures puis des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

À l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

8.2 Examen des candidatures

À l'issue de l'examen des candidatures, l'autorité concédante élimine les candidatures incomplètes ou irrecevables et dresse la liste des candidats admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession conformément à l'article L. 3123-19 du code de la commande publique.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout document considéré comme équivalent par le Centre Pompidou s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d'affaires, compte de résultats etc...).

En application de l'article R. 3123-21 du code de la commande publique, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession :

- les candidats qui produisent une candidature incomplète, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article [R. 3123-20](#) dudit code, ou contenant de faux renseignements ou documents ;
- les candidats qui produisent une candidature irrecevable.

Les candidats sont informés que lorsque les candidatures transmises sont rejetées en application des articles précités, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Centre Pompidou sans avoir été ouverte.

À l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

8.3 Examen des offres

À l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L. 3124-2 du code de la commande publique.

8.4 Critères de sélection des offres et méthode de notation

En application de l'article L. 3124-5 du code de la commande publique, le contrat de concession est attribué au soumissionnaire qui a présenté la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante sur la base de plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du contrat de concession ou à ses conditions d'exécution.

La somme des notes obtenues par les offres des soumissionnaires donne un total sur 100 points. Les offres régulières et appropriées sont, conformément à l'article R. 3124-6 du code précité, classées par ordre décroissant, en appliquant les critères d'attribution ci-dessous définis.

La meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante est celle qui obtient la note totale la plus élevée sur 100 points.

Les critères sont les suivants :

CRITERES ET SOUS-CRITERES	PONDERATION
<p>Critère 1 : Qualité du projet d'exploitation au regard de l'offre et du positionnement proposés, analysée au regard de la capacité du projet à contribuer au respect de la destination du lieu, à son ouverture à un public varié, à sa capacité à attirer de nouveaux publics et à la qualité de l'offre proposée</p> <p><i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire technique</i></p>	50 points
<p>Critère 2 : Proposition financière, analysée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la proposition de redevance ; • la robustesse économique de l'offre : la viabilité économique du projet d'exploitation (crédibilité des hypothèses des comptes prévisionnels d'exploitation) et, le cas échéant, la crédibilité des modalités de financement des investissements. 	30 points
<p>Critère 3 : Qualité du projet d'exploitation au regard des aménagements et du fonctionnement proposés, analysée au regard de la capacité du projet à s'intégrer dans son environnement, aux partis pris esthétiques retenus, à savoir le respect de l'esprit du Centre Pompidou et au respect des contraintes techniques du site</p> <p><i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire technique</i></p>	20 points

D'une manière générale, les prix indiqués en lettres priment sur ceux indiqués en chiffres. L'autorité concédante se réserve toutefois la possibilité de procéder à la correction de toute erreur manifeste et purement matérielle dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi.

La variante fera l'objet d'un classement avec les offres de base ; la concession sera attribuée au candidat qui obtiendra la note totale la plus élevée sur 100 points au vu du classement sur la base de l'offre retenue (de base ou variante).

8.5 Négociations

Le Centre Pompidou classera les offres initiales au regard des critères fixés à l'article 8.4 ci-dessus.

L'autorité concédante se réserve la possibilité d'attribuer la concession sur la base des offres initiales sans négociation.

Le cas échéant, les négociations seront engagées avec les trois candidats les mieux classés ayant présenté une offre initiale.

L'objectif des négociations est d'obtenir une offre la plus apte à répondre aux besoins exprimés dans les documents de la consultation. **Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre (durée, redevance, aménagements, ...)** et seront menées dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats et du secret industriel et commercial.

A la suite de l'analyse des offres initiales, l'autorité concédante pourra engager les négociations par échange d'écrits ou lors d'entretiens.

L'autorité concédante se réserve le droit d'organiser plusieurs tours de négociations.

Lorsque l'autorité concédante estime que les négociations sont achevées, elle fixe une date limite de remise des offres finales identique pour tous les candidats en lice dans le cadre des négociations pour leur permettre de modifier leurs offres et, le cas échéant, de les présenter à nouveau. Les offres finales doivent être complètes, toutes les modifications apportées à l'offre initiale en cours de négociation étant consolidées, et conformes au DCE dans le dernier état de sa rédaction.

Les candidats remettent leur dernière et meilleure offre. Les dispositions des articles L. 3124-2 du code de la commande publique s'appliquent alors à ces offres finales.

Les offres initiales comme les offres finales sont jugées selon les critères définis à l'article 8.4 ci-dessus.

Article 9 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le Centre Pompidou se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de 10 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 10 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2847644&orgAcronyme=f5j>

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution de la concession font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du Centre Pompidou. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données, ayant pour finalité d'assurer le suivi de la présente procédure et de permettre au Centre Pompidou de s'affranchir de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente procédure et, le cas échéant, dans le cadre de l'exécution de la concession. Elles sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet du Centre Pompidou.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, puis à compter du 25 mai 2018 au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement aux informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

Article 11 – Prime

La présente consultation est sans remise de prestations ; aucune prime ne sera versée aux candidats au titre de la présente consultation.

Article 12 – Communication des résultats

Tous les candidats seront avisés des résultats de la consultation.

Article 13 – Voies de recours

L'instance chargée des procédures éventuelles de recours est :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy | 75181 Paris cedex 04
Tél. : 01 44 59 44 00 | Fax : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les renseignements relatifs à l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.

ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION RELATIVE AUX MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

Article 14 – Procédure de dépôt des plis électroniques

Avertissement technique :

- en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo ;
- l'attention des candidats est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est en effet la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. Les candidats sont donc invités à intégrer les marges de manœuvre nécessaires à leur processus de réponse, et à tenir compte des délais d'acheminement ;
- le Centre Pompidou ne peut être tenu pour responsable du délai d'acheminement d'un pli électronique.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée dans le présent règlement de la consultation est nul et non avenu.

Les candidats disposent, sur le profil d'acheteur du Centre Pompidou, d'une aide pour les procédures électroniques qui exposent le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres.

Le candidat s'efforcera préalablement de contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le Centre Pompidou peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Article 15 – Signature électronique

Dans le cadre de cette consultation, l'autorité concédante n'exige pas la signature électronique du contrat de concession au stade de la remise des offres. Avant la notification de la concession, l'attributaire pourra cependant être invité à signer électroniquement le contrat de concession ou tout autre document qui s'impose, conformément aux dispositions décrites en annexe au présent règlement, ou à remettre un document revêtu d'une signature manuelle originale. L'attributaire ne peut pas refuser de procéder à la signature de son contrat de concession et de ses éventuelles annexes.

Les candidatures et offres électroniques ou envoyées sur support physique électronique sont signées par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 3, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation.

Le certificat doit être valide lors de la signature.

L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable, il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.

Chaque document pour lequel une/des signature(s) est (sont) demandée(s) dans le présent règlement de la consultation doit être signé électroniquement. Une simple signature du dossier zip est insuffisante.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les documents constitutifs de l'offre du candidat sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'annexe n° 12 au code de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

au certificat de signature du signataire ;

à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Article 16 – Modalités de transmission d’une copie de sauvegarde

Il est possible d’envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

Celle-ci devra être dans une enveloppe cachetée portant la mention :

« COPIE DE SAUVEGARDE : N°25-CP06-058-CS – CONCESSION RESTAURATION MASSY (à remplir par le candidat) - NE PAS OUVRIR »

- soit par courrier (sous pli recommandé avec accusé de réception) à **l’adresse suivante** :
Centre Pompidou
Service de l’achat public
4 rue Brantôme
75191 PARIS
- soit déposée sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h30 et de 14 h30 à 17 h à la même adresse.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu’un programme informatique malveillant est détecté par le Centre Pompidou ;
- lorsqu’une offre a été transmise par voie électronique, mais n’est pas parvenue au Centre Pompidou dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n’a pas pu être ouverte, le Centre Pompidou procède à l’ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.